

Les groupes du Conseil municipal ont tous la possibilité de s'exprimer ici sur les thèmes de leur choix. Toutefois, les propos insultants ou diffamatoires n'ont pas leur place dans cette rubrique.

L'ÎLE DE LOISIRS DE LA CORNICHE DES FORTS : LES TRAVAUX COMMENCENT !

Enfin ! Tout arrive à point à qui sait attendre : cela pourrait être la devise de l'Île de loisirs de la Corniche des Forts, nouvelle appellation de la base de loisirs et de plein air (BPAL), de 62 hectares dont la moitié sur Romainville.

En effet, les travaux ont déjà commencé en mars dernier et vont se poursuivre cet été. Après le défrichage et le débroussaillage pour accueillir les terres qui serviront au comblement des carrières, cet été l'arrivée des terres sera effective afin de permettre le comblement des galeries qui se déroulera plus tard dans le courant de l'année.

Ces travaux de comblement vont permettre de sécuriser une partie des carrières et d'aménager 10 hectares pour une ouverture au public à l'horizon 2018.

Une attention particulière va être portée sur la préservation de l'environnement et de la mémoire en limitant l'impact des travaux sur la biodiversité tout en conservant des éléments du patrimoine de l'ancien château qui seront intégrés dans le futur bâtiment qui marquera l'entrée de l'Île de loisirs de la Corniche des Forts afin de rappeler l'histoire de ce site.

Jacques Champion, président du groupe des élus du Mouvement de la Gauche Citoyenne
<http://mouvementgauche.citoyenne93.wordpress.com/>

TARIFICATION UNIQUE DU PASS NAVIGO : UNE MESURE POUR LA MOBILITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE

En 1991, la droite instaurait huit zones tarifaires dans les transports en commun en Ile-de-France, infligeant une double peine aux habitants de Petite et Grande Couronne qui payaient les transports au prix fort, du fait de leur éloignement.

La majorité régionale de gauche avait déjà réduit le nombre de zones à cinq puis permis l'usage du Pass partout en Ile-de-France du Pass partout en Ile-de-France à 70€ pour tous. Il y a moins de 6 mois, la droite régionale a voté contre cette tarification !!! Aujourd'hui, elle change de braquet et flirte avec des idées populistes pour justifier ses attermoissements. Comme un leitmotiv, la droite oppose les Franciliens entre eux en cherchant à stigmatiser des populations.

Le Pass à 70€ est une mesure de justice sociale que les socialistes de Romainville saluent puisqu'elle permettra aux Romainvillois d'économiser jusqu'à 230€ par an pour les détenteurs du Pass Navigo zones 1-3 (ou 115€ pour les salariés dont 50% est pris en charge par les employeurs). La mesure est d'autant plus utile sur la commune, à cheval sur les zones 2 et 3.

En parallèle, conscients des enjeux environnementaux, l'Etat et la Région se sont engagés à hauteur de 7 milliards d'€ pour améliorer encore les dessertes entre banlieues d'ici à 2020. La mobilisation des élus locaux reste intacte pour défendre l'arrivée des transports en commun lourd sur notre territoire.

P. Guglielmi, N. Revidon, B. Lotti, M-M. Phojjo, O. Catayée, F. Parrinello, C. Celestin, T. Chergou, F. Guglielmi, A. Galion.
Groupe des élus socialistes
psromainville@gmail.com

NON AU BÉTONNAGE DU PARC DE LA COURNEUVE !

Par une Opération d'Intérêt National (OIN) et dans le cadre du Grand Paris, en construisant 24 000 logements pour environ 90 000 habitants, le gouvernement prévoit le bétonnage du parc et ainsi de l'amputer de 80 hectares d'espaces verts, soit 20% de sa superficie.

Pourtant classé Natura 2000, le parc de la Courneuve regorge d'une biodiversité inestimable et représente un espace de bien vivre, de santé, de sports et de loisirs unique dans le département de Seine-Saint-Denis.

L'opération immobilière qui se prépare dans le plus grande opacité et sans aucune concertation avec les riverains du site et ses usagers, repose essentiellement sur une question de profits pour quelques uns et permettra de satisfaire quelques autres.

L'intérêt général est en l'espèce clairement battu en brèche pour certains intérêts particuliers. Cette opération ressemble à une privatisation programmée d'un jardin commun et ne répondra que si partiellement à la pression immobilière ou au besoin de se loger qu'elle incarnera surtout un grand désastre écologique !

Répondre à la demande en logement social dans le Grand Paris ne passe pas par l'amputation du parc. Cela amplifierait au contraire les inégalités selon l'endroit où on habite !

Il est encore possible de changer la décision du gouvernement en poursuivant et en amplifiant la mobilisation citoyenne.

Et en commençant par signer la pétition sur l'adresse suivante : www.petitions24.net/stop_auprojet_central_parc

Pour le groupe EELV : Stéphane Weisselberg, Fernando Oliveira-Lourenco, Raymond Cukier

SERVICE PUBLIC ET PROXIMITÉ

En France, ils appartiennent au quotidien. C'est ainsi que chacun, à de très nombreuses reprises dans sa vie, se trouve aidé, conseillé ou confronté aux services publics. La mairie et ses services, l'hôpital, la poste, l'école, l'assurance maladie, les impôts, etc. Si un facteur reste déterminant dans l'usage possible et la qualité du service apporté, il s'agit bien de la proximité.

À Romainville après le départ de la perception, des services des impôts et de Pôle emploi, de la Caf et de l'assurance maladie, nous ne pouvons que constater l'absence de services publics déconcentrés. Seule la poste restant en fonction.

Aujourd'hui, la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) désire supprimer près de la moitié de ses centres sur le département. Il y a 10 ans, une centaine de point d'accueil CPAM se trouvait en Seine-Saint-Denis. Il en reste 33. Pour 2016, la CPAM n'en prévoit plus que 15, alors que notre département concentre des difficultés sociales génératrices de fortes inégalités en matière de santé.

Avec cette restructuration, les antennes les plus proches pour les Romainvillois seraient Montreuil, Noisy-le-Sec et Bobigny. Cette décision de la CPAM affaiblit le principe d'égal accès au service public en faisant fi du caractère spécifique de notre département.

Pour le Forum de Romainville, Viviane Van De Poelle
forumderomainville@laposte.net

UNE MÉMOIRE VIVANTE

Corinne Valls, Maire de Romainville vient de célébrer les appels de l'été 1940, le 18 juin dernier et nous sommes évidemment ravis de cette manifestation pérenne.

Il faut ainsi se souvenir, alors que le Maréchal Pétain signe la capitulation de la France, le 17 juin livrant ainsi le pays aux nazis, son gouvernement rejette la République et la démocratie et entreprend la collaboration avec l'ennemi.

Le lendemain le Général de Gaulle, secrétaire d'État à la défense, se rend à Londres pour négocier le soutien des Britanniques. Il lance son appel à la BBC où il refuse de cesser le combat et appelle à résister à l'occupant en souhaitant que « quoi qu'il arrive la flamme de la résistance française » ne s'éteigne jamais.

Ainsi va naître la Résistance, qui rassemblera ceux qui ne croyaient pas et ceux qui croyaient au ciel et contribuer à refonder la République.

En pérennisant ces commémorations, le Maire de Romainville allume ainsi chaque année la flamme de la Résistance, de la République qui rassemble et qui construit.

Marcel Trasi
Président du Comité des citoyens gaullistes de Romainville

NOTRE VILLE DOIT SE DÉCLARER ANTI-TAFTA !

Le TAFTA est un traité de libre échange entre l'Europe et les Etats-Unis qui doit être signé en octobre prochain et représente un choix de société fondamental.

Il s'agit d'un accord négocié par et pour les multinationales, permettant leur autorité sur les états avec l'aide d'un tribunal privé. C'est une menace extrêmement grave pour nos droits sociaux, écologiques et démocratiques, car il donnerait aux grands groupes privés des droits extravagants pour exploiter les peuples et la nature.

Il s'agit là d'une véritable "police de l'investissement" qui obligerait les États et toutes les collectivités locales à se conformer à leurs règles. Ils veulent éliminer tout obstacle qui les empêcherait d'accroître leurs profits ! Les politiques des collectivités locales et leurs services publics sont en DANGER

Des choix seront imposés par certaines entreprises privées, via des clauses dédiées dans les marchés publics passés par les collectivités comme notre ville. Cela pourrait conduire à une disparition à terme des entreprises publiques, pourtant souvent moins chères et de meilleure qualité (ex : Service public de l'eau) Nous élus FDG demandons :

- La diffusion publique immédiate de l'ensemble des textes relatifs aux négociations du TAFTA qui représentent une attaque sans précédent contre la démocratie.

- L'ouverture d'un débat national sur l'ensemble des accords de libre-échange impliquant la pleine participation des collectivités territoriales, des organisations syndicales et associatives, des organisations socioprofessionnelles et des populations.

- L'arrêt des négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TAFTA) dit Grand Marché Transatlantique tant que la représentation nationale n'aura pas approuvé ces négociations

Les élus Front de Gauche S. Dauvergne
JC. Mamet - B. Morane
L. Pagnier - C. Buzon
elus.fdg.romainville@gmail.com

DIALOGUE CITOYEN - PLACE AUX ACTES !

Ces derniers mois, dans la plupart des quartiers, des habitants, inquiets voire stupéfaits par les multiples projets immobiliers, se rassemblent pour créer des associations de riverains.

La plupart se sont créées après avoir tenté sans succès de rentrer en contact avec la Municipalité ou de ne pas avoir été écouté.

Ils ont le sentiment d'avoir accès à trop peu d'informations et de découvrir trop souvent les projets quand les engins de chantier entrent en action.

Le but de leur mobilisation et de leurs actions ne sont pas nécessairement de dire non à tout mais souvent d'être concertés, informés, entendus et d'avoir les réponses à leurs légitimes préoccupations !

Il est temps qu'un véritable dialogue citoyen s'installe entre la Municipalité et les quartiers !

La ville a entrepris la rédaction d'une charte du dialogue citoyen. Les 3 réunions tenues à cet effet ont plus rassemblées à de la palabre qu'à la définition d'actions concrètes.

Serait-ce encore une façon de se donner bonne conscience ? Il ne suffit pas d'écouter les citoyens, il faut surtout les entendre.

La priorité de l'équipe municipale devrait être d'apporter des réponses au mécontentement plutôt que de s'octroyer 15% de majoration de ses indemnités de fonction !

Les Républicains UDI - Modem
agirautrement.romainville@gmail.com

Pharmacie de garde

Pharmacie MAAREK
26 rue de Paris - 93100 Montreuil
Tél. : 01 42 87 77 37
Ouverte 24 heures / 24 - 7 jours / 7.

Urgences médicales

De 19h15 à 8h du matin, dimanches et jours fériés : 01 48 32 15 15
Samu : 15
Centre antipoison : 01 40 37 04 04
Centre hospitalier intercommunal André-Grégoire : 01 49 20 30 40
Ambulances, hôpitaux de Paris 24h/24 : 01 43 78 26 26
Ambulances Romainville : 01 48 57 75 05
SOS Médecins : 01 47 07 77 77
Clinique Floréal 24h/24 : 01 48 97 73 00
Clinique des Lilas : 01 43 62 22 22
Infirmières de garde : 01 41 71 04 03

Téléphones utiles

Hôtel de Ville : 01 49 15 55 00
Centre administratif Romainville 2000
Services techniques : 01 49 20 93 99
ou 01 49 20 93 94
Aménagement-urbanisme : 01 49 20 93 62
Pompiers : 18 ou 01 42 87 00 02
Gendarmerie : 01 41 83 67 00
Commissariat : 17 ou 01 41 83 67 00
Police municipale : 01 49 20 93 93
Romainville Habitat : 01 49 15 58 00
Préfecture : 01 41 60 60 60
Conseil général : 01 43 93 93 93

Permanences

■ Permanence d'avocat sur RDV
Les 1^{er} et 3^e Lundis de chaque mois de 17h à 19h. Salle des permanences de l'Hôtel de Ville : 01 49 15 55 00.
■ Ecrivain public avec ou sans RDV
Tous les samedis de 9h30 à 12h
Espace J. Brel - 01 49 15 55 39.
Tous les vendredis de 14h à 17h
Espace M. Cachin - 01 71 86 60 40.
Tous les mardis de 14h à 17h
Espace N. Mandela - 01 42 87 08 30.

■ Création d'entreprise
Un agent de sensibilisation à la création d'entreprise reçoit sur rendez-vous, un jeudi sur deux à Romainville 2000 (2/8, rue de la Fraternité). Renseignements au 01 49 20 93 60.